l'Humanité rouge

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous !

1F | Adresse : B.P. 365 75064 Paris Cedex 02 C.C.P. 30 226 72 - La Source | QUOTIDIEN DES COMMUNISTES MARXISTES-LÉNINISTES DE FRANCE | N° 311 Mardi 22 juillet 1975

PORTUGAL

LE SOCIAL-FASCISME NE PASSERA PAS !

La situation au Portugal est complexe ; de loin, en France, et en l'absence de tous les aspects de la situation, il n'est pas facile d'y voir clair. Et pourtant, chacun s'interroge, car chacun sent confusément que de ce qui se passe là-bas il y aura des conséquences ici et des leçons à tirer pour nous.

Aujourd'hui, deux choses nous semblent apparaître principalement :

Le développement des tentatives de contrôle du pouvoir par le parti social-fasciste de Cunhal et le renforcement de la résistance du peuple portugais à ces manœuvres. L'objectif du parti de Cunhal est l'élimination des forces favorables à la démocratie et à l'indépendance nationale du Portugal, pour permettre l'instauration d'une dictature social-fasciste et la soumission du Portugal au social-impérialisme russe.

Des faits récents ont clairement mis cela en évidence. Le parti de Cunhal a mis en place une nouvelle police politique en utilisant les archives de la PIDE de Salazar. Pour cela, il a éliminé les antifascistes authentiques qui participaient à la Commission d'extinction de la PIDE. Nous publions un document rédigé par des antifascistes civils et militaires qui dénoncent cela avec force. L'affaire du journal «République» a mis en lumière sa volonté de baillonner toute presse indépendante de lui. En contrôlant les moyens d'information il veut intoxiquer la population, pouvoir calomnier les forces démocratiques et les empêcher de s'exprimer Ainsi il a mis la main sur la quasi-totalité des organes de presse, radio et télévision.

Après avoir tout fait pour empêcher les élections à l'Assemblée constituante au mois d'avril, qui se sont soldées par une défaite cinglante pour lui et par une victoire du PS, le parti de Cunhal a boycotté les travaux de l'Assemblée pour s'opposer à l'élaboration d'une constitution démocratique. Le rapport de forces au sein de cette assemblée ne lui permettait pas d'imposer une constitution sociale-fasciste. Les sociaux-fascistes ont d'abord mené campagne pour tenter de discréditer l'Assemblée consitutante aux yeux des masses et pour cela ils ont eu recours à un «anti-électoralisme» inaccoutumé chez eux qui participèrent aux élections fascistes sous Salazar et Caetano en 1969 et 1973. Ils ont accusé l'Assemblée constituante d'être le camp retranché de la «réaction». Puis ils ont mis en place de prétendus «comités de défense de la révolution» et voulu infiltrer les «assemblées populaires» soi-disant au-dessus des partis : en réalité, ils sont pour des organes manipulés par eux pour contrôler les masses. Ils y ont placé leurs hommes, en particulier par le biais de l'Intersyndicale qu'ils dominent. Puis ils ont lancé le mot d'ordre d'«assemblée nationale populaire» qu'ils opposent à l'Assemblée constituante dont ils veulent la dissolution, et qui serait l'émanation de leurs «CDR». Ainsi par la dissolution de l'Assemblée constituante, ils visent à instaurer une dictature sociale-fasciste éliminant les forces révolutionnaires et bourgeoises libérales en particulier le PS. Les forces antisocial-fascistes ont vigoureusement réagi. Le P«C»P a tenté par la force de s'opposer à la tenue de meetings de protestation organisés par le PS mais n'a pu empêcher de puissants rassemblements de dizaines de milliers de personnes qui ont balayé les barrages mis en place par la réaction cunhaliste. Celle-ci a subi un échec cinglant.

Ceci démontre que les coups de force du P«C»P rencontrent une opposition de plus en plus grande. On aurait tort en particulier de croire que le MFA est l'instrument des sociauxfascistes. Ceux-ci cherchent à faire croire à leur accord avec le MFA, mais au sein du MFA existe un puissant courant en faveur de la démocratie et de l'indépendance nationale, qui s'oppose aux deux superpuissances. Ce sont là des choses qui vont apparaître avec de plus en plus de clarté.

Dans la situation actuelle, les deux superpuissances profitant du trouble qui règne vont renforcer leur rivalité, chercher à renforcer leurs positions au Portugal et pour cela multiplier les complots et les ingérences. Le social-impérialisme russe en particulier ne vas pas manquer d'accentuer ses pressions et de pousser Cunhal à de nouveaux coups de force. Quant à l'impérialisme US il est certain que lui aussi va chercher à mettre à profit la situation pour ne pas perdre ses bases militaires.

L'internationalisme exige donc la plus grande vigilance et la plus grande confiance dans le peuple portugais.

André COLERE

Deauville

Les pêcheurs protestent contre la pollution de la baie de Seine

Depuis samedi, les marins-pêcheurs normands bloquent les ports de Deauville et Trouville pour protester contre la pollution en baie de Seine qui les ruine. A Honfleur, où il y avait 75 bâteaux pêchant les crevettes il n'en reste que 15 car les marins ne peuvent plus vivre de leur travail. La baie de Seine qui reçoit les eaux de la Seine est devenue un vaste égoût. Chaque année, plus d'un million de mètres cubes d'eaux d'égoûts non apurées y sont déversées. Les industries pétrolières et pétrochimiques y déversent 140 000 tonnes de déchets par an. Près de Calais, l'usine «Tioxydes» rejette chaque année 3 000 tonnes de dioxyde de titane et des milliers de tonnes d'acide sulfurique.

Un jeune assassiné à Charleville Mézières

Ce week-end un jeune a été tué par un patron de café à Charleville-Mézières (Ardennes).

Plusieurs jeunes étaient entrés dans un bar. Le patron a refusé de servir l'un d'eux, sans raison. Une brève discussion s'en est suivie. Le patron du café a refusé de s'expliquer, puis il a disparu. Revenant avec une carabine, il a fait feu sans sommation blessant mortellement le jeune à qui il avait refusé la consommation.

C'est là un acte qui s'ajoute aux nombreuses manifestations d'un véritable racisme anti-jeunes. La bourgeoisie essaie toujours par tous les moyens de diviser et d'isoler les jeunes du reste de la population. Cela la sert pour différentes raisons, notamment pour justifier les différentes mesures qu'elle prend pour surveiller les travailleurs révolutionnaires, telles les tristement célèbres opérations «coup de poings». En répandant ce racisme anti-jeunes, elle espère empêcher que les masses populaires réagissent contre de telles mesures de répression dirigées de fait, contre l'ensemble des travailleurs.

HELSINKI

UN COUP MANQUE POUR BREJNEV

C'est le 30 juillet que doit se tenir en Finlande, à Helsinki, la clôture de la conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE) ; 35 chefs d'Etat d'Europe, du Canada et des États-Unis doivent y contresigner les accords péniblement obtenus au cours des trois phases de la conférence commencée... en 1972.

Car cette conférence a connu bien des déboires et des retards ; l'Union soviétique de Brejnev, pressée d'en finir et qui a multiplié la séduction et les pressions pour «sa» conférence, avait fixé fin 1974 pour le «sommet» de clôture. Rien n'y fit ; ces derniers jours encore, des coups de théatre de dernière minute semblaient compromettre sa tenue. On verra bien.

La conférence devait traiter quatre sujets principaux — quatre «corbeilles» en termes diplomatiques.

— Principes politiques pour un statu quo territorial et la «sécurité» en Europe. Ce que réclamait Brejnev à cor et à cris.

— Coopération économique et technique.

— Libéralisation des échanges d'idées et des contacts entre les individus. Réclamée par les pays occidentaux.

— Suite organisationelle à donner à la conférence.

La quatriéme «corbeille» a été abandonnée — bien que Brejnev à Moscou et Kanapa à Paris s'époumonnent pour la remettre à l'ordre du jour dès après Helsinki. C'est dire que leurs objectifs le 30 juillet n'auront pas été pleinement remplis. Quels sont-ils exactement ?

«PRINCIPES» ET REALITE

Il y a deux objectifs principaux fixés à la conférence dans l'esprit des révisionnistes soviétiques :

- consolider officiellement, faire reconnaître «les sphères d'influence» de Moscou en Europe de l'Est ;

- créer un faux sentiment de sécurité qui endorme les peuples et les pays européens, et qui permette à l'URSS aussi bien une pénétration en douceur à l'Ouest que le bénéfice de l'effet de surprise en cas d'attaque brutale vers l'Ouest. Cet objectif étant à resituer dans le cadre de sa rivalité avec les États-Unis pour le contrôle de l'Europe et pour la domination du monde entier.

Au fond, la conférence de sécurité et de coopération en Europe, c'est la version européenne de la «détente» et son instrument privilégié. Brejnev qui se fait le chantre de la détente, tient énormément à «sa» conférence. Pour la tenir, il a usé d'une double tactique : séduction par de grandes phrases de paix et tactique de division et de pression des autres pays européens.

Les grandes phrases ? C'est *«le non-recours à la menace et à l'emploi de la force», «le réglement pacifique des différends, la non-ingérence intérieure», «l'inviolabilité des frontières et l'intégrité territoriale».*

Avec ces belles paroles, Brejnev entend consolider sa position à l'Est et donner le change pour l'avenir. Mais les peuples n'ont pas la mémoire si courte... et pensent à «Prague 68». N'y-a-t-il pas eu alors de la part de Brejnev et Cie, emploi de la force, ingérence intérieure, viol des frontières et menace de l'intégrité du territoire ? Quand Brejnev emploie ces belles phrases, on ne peut croire en sa sincérité : c'est du bluff pur et simple.

Des faits plus récents le prouvent encore.

«Intégrité terriroriale, inviolabilité des frontières» : comment expliquer alors les pressions soviétiques actuelles pour élargir les plateaux maritimes du Spitzberg et de la mer Baltique au détriment de la Suède et de la Norvège ; autrement dit pour élargir et renforcer le contrôle militaire et pétrolier de l'URSS dans la région ? Et que dire des pénétrations incessantes des sous-marins soviétiques dans les eaux territoriales des Etats européens ?

«Non-ingérence intérieure»: mais l'ingérence soviétique est permanente ; la Pravda ne cesse de distribuer ses «bons» et «mauvais» points. Un jour c'est le ministre de la Défense de Suède qui est pris pour cible — il avait expliqué chiffres et faits à l'appui la menace militaire soviétique —, un autre c'est le «Quotidien de Paris» qui est traité de «feuille de choux», un troisième c'est Brandt qui est félicité ou Soares qui est maltraité ! Ajouter à cela la tentative permanente d'utiliser les dirigeants des partis révisionnistes européens pour le compte intégral des intérêts soviétiques : c'est l'ingérence organisée au maximum !

«Non-recours à la menace et à l'emploi de la force», dit Brejnev et il fait tout le contraire. Car la formidable armada qu'il a concentrée en Europe y constitue une menace permanente, dont il compte tirer profits politique, économiques et stratégique.

Une capacité offensive accrue, les 3/4 de ses forces armées, des centaines de milliers de soldats dans les zones avancées d'Europe centrale équipés des armements les plus modernes, la mise en place d'unités maritimes ultramodernes au flanc Nord (45 % des bâtiments, 60 % des submersibles) et au flanc Sud (60 à 90 navires en Méditerranée) sont autant de menaces constantes dirigées contre l'Europe occidentale.

Des «principes» affirmés par Brejnev aux réalités il y a la distance du blanc au noir. Et le «blanc» que Brejnev peinturlure à grand'peine sur la façade de la conférence dite de la «sécurité» et de la «coopération», n'est là que pour cacher le «noir» des intentions social-impérialistes. Mais la peinture s'écaille vite. Un exemple : la question méditerranéenne.

LA QUESTION MEDITERRANEENNE

États-Unis et URSS se sont opposés à la participation de pays méditerranéens à la conférence d'Helsinki; l'Algérie, ni la Tunisie, ni les pays du Proche-Orient n'ont été invités : ne sont-ils pas partie prenante de la sécurité européenne, et bien plus interessés à la diminution de la tension au flanc sud de l'Europe... que les États-Unis, qui eux ont été invités.

Une telle attitude en dit long sur la volonté effective de «sécurité» et de «paix» des deux supergrands ; la conférence d'Helsinki est un moyen de créer des illusions sur leur bonne volonté, elle n'assurera ni «sécurité», ni paix, pas plus en Méditerranée qu'ailleurs.

Un petit pays méditerranéen a osé soulever le lièvre. C'est Malte qui a demandé jusqu'à la dernière minute la participation de tous les pays méditerranéens et du golfe Persique et a exigé le retrait des forces américaines et soviétiques de Méditerranée. C'est une demande légitime et de bon sens. Elle n'a pas plu au représentant soviétique la qualifiant de «tactique de chantage» ; celui-ci a même voulu passer outre les règles d'unanimité des délégués pour la convocation de la réunion au sommet. Mais la Roumanie, la Yougoslavie, la Suisse, la Hollande et l'Espagne se sont opposés à cette manœuvre.

Petit pays méditerranéen, Malte a osé mener une lutte du tac au tac contre la volonté de domination des deux supergrands. De nombreuses délégations qui n'osaient dire les choses ouvertement, l'ont soutenu par la suite. C'est dire que la manœuvre des deux supergrands, et notamment l'Union soviétique suscite bien des inquiétudes et des doutes parmi les responsables européens.

DOUTES ET VIGILANCE

35 pays qui s'entendent pour être en paix en Europe. On n'avait jamais vu ça depuis... 1815, au congrès de Vienne disent certains ! Mais aujourd'hui comme alors, certaines grandes puissances entendent manœuvrer à leur profit : aujourd'hui, ce sont les deux superpuissances, et notamment l'URSS.

Ce qui ne va pas sans grincements de dents. Ces derniers jours, bon nombre de personnalités européennes ont dit tout haut ce que beaucoup de participants pensent tout bas. Deux déclarations entre autres :

Gérhard Schræder, président de la commission des Affaires étrangères du Bundestag ouest-allemand :

«Le résultat de la conférence ne favorise ni la sécurité ni la coopération. Cette conférence fournit par contre à l'Union soviétique un instrument pour faire pression sur les peuples ouest-européens, le peuple allemand en particulier, et pour faire de la propagande contre eux.»

P.H.J. Borberg, directeur adjoint du bureau de renseignements militaires au Danemark, après avoir énuméré les faits militaires manifestant la menace soviétique sur le Danemark :

«... Un tel développement de la situation va à l'encontre de la «détente» dont on parle et des négociations sur le désarmement ainsi que de la CSCE cela ne tarde pas à faire douter de la sincérité dans toutes ces expressions du désir pour la «détente».»

La presse britannique elle aussi a mis très ouvertement en doute la sincérité soviétique quant aux objectif de la conférence.

Comme Malte, bien des petits et moyens pays ont élevé la voix contre les décisions prises au-dessus d'eux, entre Russes et Américains ; les pays de la communauté européenne ont parfois agi d'un commun accord face aux prétentions soviétiques. Voilà qui rend le «succès» d'Helsinki, applaudi à grands claquements de main par Kanapa, plus que mitigé.

Le «sommet» se tiendra bien le 30 juillet ; mais beaucoup de monde n'y croira pas vraiment. Comme n'y croiront pas bien des gens dans notre pays ; comme les pêcheurs de la côte bretonne qui en ont plus qu'assez du pillage des poissons perpétré par les chalutiers soviétiques dans les eaux territoriales françaises, de la dévastation des fonds, des incursions des sous-marins nucléaires tout près des côtes.. Kanapa peut s'égosiller dans «l'Humanité» en prenant à partie l'Albanie socialiste au passage : ce n'est pas une «ère de sécurité qui s'ouvre», Helsinki n'est pas un «tournant vers la «détente». De plus en plus d'hommes et de femmes d'Europe voient clair sur la réalité en Europe, voient clair sur les visées expansionnistes soviétiques ; ils se mobilisent et sont vigilants. Aussi le coup du 30 juillet, quoiqu'en pensent Kanapa et Brejnev, est-il d'ores et déjà grandement manqué.

Camille GRANOT

ERRATA

Dans la page de notre No 308 se sont glissées plusieurs erreurs lors de la fabrication du journal, erreurs qui n'ont pu être corrigées faute de relecture ; nous demandons à nos lecteurs de bien vouloir nous excuser.

— Dans l'article sur les achats de céréales par l'URSS, troisième colonne, 5ème ligne en partant du bas, il manque un mot ; il faut lire : «Il est en particulier remarquable que les achats eux-mêmes soient tenus secrets».

— Dans la dépêche sur la Palestine, 3ème ligne en partant du bas, ce ne sont pas des «commandos sionistes (qui) ont abattu deux avions israéliens et capturé un pilote sioniste» mais évidemment des commandos palestiniens !

— Dans la dépêche sur les manifestations en Allemagne de l'Ouest plusieurs lignes ont disparu. Nous la republions donc intégralement :

«En Allemagne de l'Ouest, de puissantes manifestations ont été organisées contre la hausse des tarifs des transports en commun.

»Ces dernières années, en Allemagne de l'Ouest, les tarifs des transports en commun n'ont cessé d'augmenter. Dans de nombreuses villes, de nouvelles hausses sont annoncées pour le 1er août. Ainsi à Heidelberg l'augmentation sera de 25 %, à Francfort elle atteindra 50 %.

»C'est pour protester contre ces augmentations que de larges masses d'ouvriers et d'étudiants ont organisé ces derniers jours à Cologne, Francfort, Heidelberg et Suttgart de puissantes manifestations et de nombreux meetings.

»Le mouvement a été d'une ampleur particulière à Cologne du 10 au 13 juillet. Le 10 dans cette ville, plus de mille personnes ont participé à un de ces rassemblements.

»Les manifestants ont exprimé leur mécontentement et leur opposition à la hausse des tarifs et demandé une exemption en faveur des chômeurs.»

THOMSON CSF (SAINT EGREVE)

Les ouvriers disent non au projet de 10 000 licenciements, les révisionnistes se taisent

Il y a deux mois une information de source sûre dévoilée par la CFDT fit état d'une possible restructuration du groupe Thomson avec à la clef un projet de liquidation du secteur composants et tubes et le licenciement de 10 000 travailleurs. Montrant ainsi que face aux difficultés, notamment dues à l'intense concurrence des impérialistes américains dans le domaine des composants et des tubes, les patrons de la Thomson CSF sont prêts à faire payer la crise aux ouvriers et ouvrières du groupe.

Alors que la section CFDT du centre Thomson de Saint-Egrève s'engage dans l'information et la mobilisation des travailleurs contre le projet de licenciements par des débrayages, panneaux, tracts,... la direction CGT (dont tous les dirigeants sont au P«C»F) reste étrangement muette et reprend l'argument des patrons *«l'information est fantaisiste... la CFDT est manipulée par des gauchistes»*.

La CGT lance de grands appels à l'unité avec la CFDT, appels dans lesquels elle «oublie» de parler des 10 000 licenciements et propose une plate-forme commune de revendications.

Pour se mobiliser, les travailleurs prennent deux initiatives justes sous l'impulsion de la CFDT :

- d'une part une permanence femmes est mise en place dans le but d'élever le niveau de conscience des femmes ouvrières sur leurs problèmes spécifiques de contraception et d'avortement, ainsi que sur les causes de leur exploitation ;
- d'autre part, deux numéros du journal «CSF-Informations» sont rédigés par des travailleurs de l'usine et des délégués CFDT, puis vendus en grand nombre à la porte de l'usine. En informant sur tout ce qui se passe dans les ateliers du centre de Saint-Egrève et dans les autres centres du trust, ce journal prépare la mobilistion et accroît la vigilance des travailleurs face au projet de licenciements.

Bien sûr les dirigeants de la CGT n'allaient pas manquer d'attaquer ces justes initiatives. A la place ils proposent un cahier de revendication où la question principale des licenciements n'est pas posée. C'est une initiative démobilisatrice et ridicule aux yeux des ouvrières. Ils écrivent aussi que, en raison des statuts démocratiques de la CGT ils n'empêcheront pas les délégués CGT de participer à l'une ou l'autre de ces deux activités... et en même temps intimident et font pression sur ceux qui le font ou qui simplement en ont manifesté l'intention. Voilà bien un avant goût de leurs méthodes social-fascistes.

OSER LUTTER CONTRE LE RÉVISIONNISME

«10 000 licenciements à Thomson-CSF; messieurs les dirigeants du P«C»F et de la CGT sont d'accord», c'est sous ce titre que paraît le bulletin des communistes marxistes-léninistes de Thomson-CSF de Saint-Egreve.

Ce bulletin souligne :

«L'attitude de la CGT n'est pas un hasard... Aujourd'hui le P«C»F défend le système capitaliste et travaille activement à préparer la soumission de notre peuple au social-impérialisme... Pour cela les dirigeants du P«C»F font tout pour affaiblir la résistance de notre peuple par l'intermédiaire de la CGT ils veulent encadrer la classe ouvrière et canaliser ses luttes vers le programme commun qui permettra au P«C»F d'arriver au gouvernement et de livrer notre peuple au social-impérialisme russe... C'est pourquoi la CGT est contre toute lutte qu'elle ne peut contrôler, contre le fait que les travailleurs prennent leur lutte en main.»

Le bulletin concluait en indiquant :

«Combattre les dirigeants révisionnistes de front et non pas les ignorer, les dénoncer et les isoler comme des ennemis, c'est se donner les conditions de la victoire.»

Justement dénoncés, les dirigeants révisionnistes ont réagi violemment, déversant leurs injures et leurs calomnies par tracts et appelant la CFDT à dénoncer les gauchistes soi-disant responsables de saboter l'unité d'action inter-syndicale. *Mais la CFDT n'est pas tombée dans le piège.* Le bulletin quant à lui a permis un débat à l'intérieur de la CFDT sur la position à adopter à l'avenir vis-à-vis de la CGT et de ses propositions d'action commune. Quelques délégués ont pris conscience du fait qu'il faut refuser de s'aligner sur les bases démobilisatrices et de trahison proposées par les dirigeants CGT. Un tract de la CFDT intitulé : *«L'unité d'action, oui mais pas à n'importe quel prix»* administre une première claque aux dirigeants révisionnistes et explique aux travailleurs que la CFDT est pour l'unité d'action mais sur des bases justes et contre une unité qui ne conduirait qu'à la démobilisation.

Les communistes marxistes-léninistes de Thomson-CSF Saint-Egrève

LES TRAVAILLEURS IMMIGRES DUREMENT TOUCHES PAR LE CHOMAGE

Déjà en temps normal, les ouvriers immigrés en France subissent une dure exploitation de la part des capitalistes. Mais lorsque la crise s'abat, comme aujourd'hui, ils sont parmi les premiers a être durement touchés par cette plaie, l'accroissement du chômage.

Selon les statistiques communiquées par le consulat d'Algérie à Paris, c'est 80 000 ouvriers algériens en France sur environ 500 000 qui se trouvent aujourd'hui sans travail. Les mêmes statistiques indiquent également que ce chiffre ne cesse de croître tous les jours.

Comme le fait remarquer la revue de l'émigration algérienne «L'Algérien en Europe» : «Il suffit à cet égard de parcourir les rues des quartiers à forte concentration de la communauté algérienne ou de faire un tour du côté des bureaux de l'Agence nationale pour l'emploi pour s'en persuader. Tôt le matin avant l'ouverture de ces agences, on peut distinguer parmi la foule des travailleurs en quête d'emploi — Français ou étranger — bon nombre d'Algériens venus pour «pointer» et pour demander du travail.»

Dans certains secteurs particulièrement en crise, comme le bâtiment par exemple, les patrons ne cessent de licencier tout en augmentant les rendements pour ceux qui restent. On sait que ce secteur emploie beaucoup d'ouvriers immigrés. Ils sont alors bien souvent en tête de liste pour être licenciés et les derniers sur les listes d'embauche.

Face à cette situation intolérable, les travailleurs immigrés qui ont à nourir leur famille en France ou dans leur pays, ne sont pas les derniers à rentrer en lutte au côté de leurs frères de travail français contre les licenciements, ou pour de meilleures conditions de salaires et de travail. C'est ce qu'ont montré les récentes grèves de Chausson ou des Câbles de Lyon, où les ouvriers français et immigrés avaient engagé la lutte formant une seule classe face au patronat. Et malgré les diverses manœuvres de division — notamment par l'arme du racisme — employés par certains responsables CGT, les travailleurs de ces usines en lutte scandaient largement lors des manifestations : «Travailleurs français-immigrés, une seule classe ouvrière !» ou «... même ennemi, même combat !»

PROCHAINEMENT UN IMPORTANT ARTICLE : «POUR UN PARTI MARXISTE-LÉNINISTE UNIQUE EN FRANCE»

Dans notre édition datée du jeudi 24 juillet nous publierons un important article du camarade Jacques Jurquet sur la question de l'unification des marxistes-léninistes. Que nos camarades préparent une diffusion très large de cet article avant tout auprès de tous les militants des différentes organisations se réclamant du marxisme-léninisme.

SNIAS (TOULOUSE)

Se préparer à la lutte pour l'emploi

La division avion de la SNIAS est largement touchée par la crise. C'est 1 500 emplois qui ont été supprimés en 2 ans. De plus, vue les difficultés actuelles du marché de l'aviation civile, le patronat a décidé la fermeture de l'usine de Chateauroux pour fin juin 76 entraînant le licenciement de 670 travailleurs. Avec en plus de cela 400 à 600 emplois qui seraient supprimés d'ici fin 76 dans le reste de la division.

La bourgeoisie monopoliste entend comme toujours faire payer aux classes travailleuses, les dégats causés par la pourriture de son régime. Cela est particulièrement clair dans l'aéronautique. Après les échecs de Concorde et d'Air Bus, elle entend «poursuivre le programme civil avec le minimum de risque» précise l'USIAS. Autrement dit, licencier les travailleurs, jusqu'à des jours meilleurs.

Déjà à Chateauroux, l'ensemble des travailleurs se sont mobilisés pour empêcher la fermeture et obtenir la garantie du travail pour tous et sur place. Ils n'ont pas écouté les sirènes de la direction sur les promesses de maintien de l'emploi.

Pas plus qu'ils n'écouteront les sornettes des responsables révisionnistes de la CGT. Beaucoup de travailleurs se souviennent en effet de leur pratique lors des grands mouvements de septembre 1974. Dans les tracts diffusés par eux ou bien directement par le parti révisionniste, ils prétendaient défendre les intérêts des travailleurs.

Mais on se souvient que, lorsque les ouvriers se battaient pour empêcher le licenciement de 6 de nos camarades, les responsables révisionnistes eux partaient en guerre pour «sauver Concorde». On sait qu'en fin de compte ils dûrent mobiliser toutes leurs troupes pour arrêter le mouvement sans avoir obtenu la réintégration des 6 camarades licenciés.

Ces faits ont contribué à élever la vigilance des ouvriers devant la réalité de la ligne révisionniste du faux parti communiste français appliquée par certains responsables dans le syndicat CGT.

Les travailleurs communistes marxistes-léninistes de l'usine de Toulouse sont résolument du côté des travailleurs de Chateauroux qui se préparent à la lutte pour :

- plus une heure supplémentaire dans les différentes usines ;
- emploi pour tous sur place ;
- embauche des jeunes.

Les communistes marxistes-léninistes de la SNIAS-Toulouse

Des civils et des militaires dénoncent la nouvelle PIDE de Cunhal

Extraits d'un article d'Unidade popular No 43 - journal du Parti communiste portugais marxiste-léniniste.

Plus de trente civils et militaires qui travaillaient dans la Commission d'extinction de la Pide-légion, dans l'aile Sud du Fort de Caxias démissionnèrent le 26 mai parce qu'ils ne voulaient pas «servir de couverture à des manœuvres dans le dos du peuple portugais», c'est-à-dire l'utilisation des archives de la Pide par les sociaux-fascistes du Parti de Cunhal, en vue de la création d'une nouvelle police politique. Après cette démission collective, la commission se trouva réduite à deux officiers, trois soldats et quelques éléments du parti cunhaliste.

Cependant les civils et militaires qui s'opposèrent à cette manœuvre fasciste publièrent un communiqué que nous transcrivons :

«Au peuple portugais : Communiqué des travailleurs de la Commission d'extinction de la Pide-légion portugaise.

»Considérant que les documents existants dans les archives des organisations fascistes dont cette commission est chargée ont, dans leur grande majorité, rapport à des éléments des masses travailleuses et à des antifascistes de tous les courants politiques.

»Que ce matériel est d'une extrême importance pour les forces politiques qui cherchent à instituer une politique qui serve d'instrument de répression sur le peuple portugais et tous les progressistes de ce pays.

»La majorité des travailleurs militaires et civils de cette commission ont agi dans le sens d'éviter que le matériel dont ils sont chargés, ne soit utilisé par qui que ce soit pour d'autres fins que celles du démantèlement de l'appareil policier du régime destitué le 25 avril et pour arriver à obtenir le jugement et la condamnation de ses éléments.

Comme il est certain que ceux qui, pendant 48 ans luttèrent contre le fascisme appartenaient à des courants idéologiques différents et que, après la chute du fascisme, ce qui les unissait — la lutte contre le régime fasciste — est passé au second plan face aux contradictions entre ces courants politiques ; il est facile de voir quel est le danger venant du fait que les archives de l'ex-DGS/LP puissent être utilisées par l'un de ces courants pour son bon plaisir et à des fins qui ne soient pas celles mentionnées ci-dessus».

Le communiqué poursuit en indiquant que des officiers progressistes, antifascistes, certains d'entre eux faisant partie de la commission depuis sa création, en ont été récemment écartés, bien qu'ils aient toujours effectué leur travail en toute impartialité par rapport aux partis et se soient opposés au projet visant à utiliser les archives de l'ancienne Pide et de la Légion portugaise pour la création d'une nouvelle police politique, projet auquel s'opposaient la grande majorité des travailleurs de la commission. Le commandant de l'aile Sud a également donné sa démission car il connaissait bien la compétence et l'impartialité des ses collaborateurs. Puis, après avoir déclaré que la gravité des faits exposés a amené les travailleurs de la commission à alerter le peuple portugais, la classe ouvrière, les masses travailleuses et tous les lutteurs antifascistes et progressistes, la manière dont s'effectuent les travaux de la commission rendant impossible «un véritable démantèlement des organisations fascistes et la condamnation de ceux qui sont impliqués dans leurs affaires», le communiqué termine en ces termes :

«Aujourd'hui, manifestant leur répulsion pour les manœuvres qui amenèrent à l'éloignement des lieutenants Tomé, Sa Léal, et Guerra et à la démission du major Vargas, solidaires avec ces officiers et ne voulant pas servir de couverture à des manœuvres dans le dos du peuple portugais, tous les collaborateurs civils qui travaillent à Caxias, à l'exception des militants et sympathisants du Parti communiste portugais, présentent leur démission, ainsi que tous les officiers, sergents et soldats qui sont ici en service, à la seule exception de deux officiers et trois soldats.»

Apologie d'un massacre sur FR3

Vendredi dernier, à une heure de grande écoute, la troisième chaîne de télévision programmait pendant une bonne heure une révoltante émission à la gloire du sionisme : «Menachem Begin».

Ce dernier n'est autre que le chef de l'Irgoun, l'armée secrète sioniste qui, de concert avec la Haganah, l'armée officielle, a semé la terreur, le deuil et la mort parmi la population palestinienne pour tenter de la chasser de sa terre.

L'essentiel de l'émission a porté sur les différentes péripéties du conflit opposant les sionistes aux autorités britanniques. Des Arabes, des Palestiniens, pas un seul mot pendant toute cette partie où les principaux chefs de file sionistes ont pu parader et plaider la justesse de leur cause pour défendre «leur» terre ! Toutefois, la fin de cette émission a été particulièrement ignoble. On y a vu le chef du commando de l'Irgoun, responsable du massacre du village palestinien de Deir Yassine, justifier paisiblement ses crimes : *«Vous comprenez, les Arabes étaient barricadés dans leur village et nous tiraient dessus, faisant des blessés et de tués dans nos rangs. Il nous a fallu intervenir».*

L'«intervention», on sait ce qu'elle fut : A l'aube du 8 avril 1948, l'Irgoun fait irruption dans le village arabe de Deir Yassine en criant dans les hauts-parleurs, «Partez ! Partez tous si vous ne voulez pas mourir !». La population affolée n'a pas le temps de réagir, les assassins sionistes pénètrent dans les maisons et y mettent le feu pour en déloger les habitants.. Lorsque ceux-ci se trouvent rassemblés sur la place, le massacre commence : 254 hommes, femmes, enfants, vieillards sont abattus avec une sauvagerie inouïe. Les quelques malheureuses femmes qui échappent à la boucherie sont dévêtues, jetées dans les charriots et traînées à travers les rues du quartier juif de Jérusalem, sous les quolibets et les crachats de la foule. Après quoi, elles sont rouées de coups et laissées pour mortes dans un terrain vague.

Le crime était prémédité et fut largement exploité par la propagande sioniste. Les corps affreusement mutilés des morts de Deir Yassine ont été photographiés, les photos, tirées à de multiples exemplaires ont été placardées dans les villages arabes avec la légende : «Si vous ne partez pas, voilà ce qui vous arrivera !»

Gênés par l'indignation mondiale que provoqua ce crime barbare, les dirigeants sionistes mirent en avant qu'il avait été le fait d'éléments «non contrôlés». Le massacre de Kafr Kassem, perpétré lui par l'armée régulière, fait justice de cette affirmation.

Au moment où on apprend que les trois partis signataires du Programme commun viennent de mettre en place un «comité de surveillance» de la radio et de la télévision, on attend avec intérêt — mais sans illusion — leur réaction à cette apologie du sionisme et de ses crimes !

Quant à nous, nous exigeons fermement que l'OLP puisse exercer son droit de réponse à la télévision, pendant le même temps et à une heure de grande audience et nous protestons vigoureusement contre le fait que le gouvernement français, qui prétend *resserrer* ses liens avec les peuples arabes, se fasse le porte-parole complaisant de leurs assassins.

LES NOUVEAUX TARIFS

	PLI OUVERT	PLI FERMÉ
Un mois	32 F	60 F
Trois mois	95 F	180 F
Six mois	190 F	360 F

LECTEURS, AMIS, CAMARADES, ABONNEZ-VOUS POUR SEPTEMBRE !

Le nouveau tarif d'abonnement qui partira début septembre est basé sur le prix du journal de huit pages — 1,50 F — et sur le tarif PTT actuellement en vigueur (0,06 F l'exemplaire en pli ouvert (P.O.) et 1,40 F en pli fermé (P.F.) pour un exemplaire de 8 pages).

Le tarif abonnement P.O. et P.F. pour l'étranger sera communiqué ultérieurement.

En ce qui concerne les anciens abonnés au quotidien et au «quotidien plus bimensuel», le décompte de ce qu'ils ont déjà reçu sur les abonnements souscrits est en cours de calcul. L'avoir dont ils disposent leur sera adressé individuellement et sera à déduire en fonction du nouveau tarif d'abonnement et de la durée d'abonnement qu'ils choisiront à partir du premier septembre.

A partir du premier septembre, sur chaque bande d'abonnement figurera un chiffre correspondant au numéro du journal clôturant l'abonnement précédemment souscrit.

bulletin d'abonnement

(écrire en majuscules la totalité du bulletin)

NOM : .....

PRÉNOM : .....

ADRESSE : .....

Je souscris un abonnement de mois - en pli ouvert ☐

en pli fermé ☐

S'agit-il d'un réabonnement ? ☐

d'un nouvel abonnement ? ☐

Joindre le règlement : en timbres, mandat-lettre, virement postal ou compte bancaire à la présente demande.

Pour les comptes bancaires ou virements postaux, le nom du bénéficiaire est : HUMANITÉ ROUGE

Adresse : HUMANITÉ ROUGE
Boîte postale 365
75064 Paris Cedex 02
CCP 30 226 72 — La Source

Directrice de publication : Suzanne Marty — CPPP : No 47291 — IMP. La Nouvelle No 756 757575 — Dépôt légal : 3ème trimestre 1975